



## Les partis canadiens ne tiennent pas compte de la situation des prisonniers politiques dans l'échange Shalit

Par [CJPMO](#)

Mondialisation.ca, 18 octobre 2011

[Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient \(CJPMO\)](#) 18 octobre 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)



*Selon l'organisation israélienne de défense des droits humains B'Tselem, quelque 5 383 Palestiniens étaient détenus dans les prisons israéliennes en juillet 2011, dont 219 sans procédure judiciaire.*

Montréal, le 18 octobre 2011 — Au moment où les politiciens canadiens acclament à juste titre la libération du prisonnier de guerre et sergent d'état-major israélien Gilad Shalit, leurs déclarations reflètent une méconnaissance de la question de la détention de prisonniers politiques palestiniens par Israël. Le 11 octobre 2011, le gouvernement conservateur a diffusé une déclaration qui applaudissait la libération de Shalit sans mentionner, toutefois, les prisonniers palestiniens détenus par Israël. Le parti libéral a émis un communiqué qui soulignait la longue et douloureuse captivité du sergent Shalit sans tenir compte des conditions de captivité et d'isolation prolongées que subissent la majorité des prisonniers politiques palestiniens. En toute ironie, la déclaration libérale voit en la délivrance acclamée du sergent Shalit la réaffirmation de « la grande valeur que nous accordons à la vie humaine ».

Les déclarations diffusées par le gouvernement et par l'un des principaux partis canadiens ne reflètent qu'une vision tronquée de la réalité en Israël-Palestine. Bien que quelques-uns des 1027 prisonniers relâchés contre la libération de Shalit se soient retrouvés derrière les barreaux après avoir commis des actes violents, ce n'est pas le cas d'un grand nombre d'entre eux. De nombreux prisonniers palestiniens n'ont pas subi de procès et sont détenus dans des circonstances qui violent une myriade de droits humains. Ces détenus sont des hommes, des femmes et même des enfants, et incluent des membres de la législature palestinienne.

« Les politiciens canadiens qui sont sensibles à l'épreuve de Shalit devraient reconnaître au même titre la situation critique des prisonniers politiques palestiniens et des autres détenus palestiniens dont les droits de la personne sont violés jour après jour », affirme Thomas Woodley, président de CJPMO. « Nous exhortons le gouvernement canadien et tous les partis politiques canadiens à encourager la libération des prisonniers politiques palestiniens. » CJPMO note qu'un tel geste a souvent été exigé d'Israël dans le cadre de processus de négociations avec la Palestine, en guise de bonne foi.

CJPMO souligne que le NPD, le Bloc québécois et le Parti vert n'ont pas émis de déclaration quant à l'accord sur l'échange de prisonniers la semaine dernière. Le processus d'échange des prisonniers a débuté aujourd'hui et comprend plusieurs étapes permettant de s'assurer que les deux parties remplissent leurs engagements en vertu de l'accord de libération.

Pour plus d'informations, veuillez communiquer avec: Patricia Jean Canadiens pour la justice et paix au Moyen-Orient Téléphone: 438-380-5410 Courriel CJPMO - Site Web CJPMO

*Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJPMO) est une organisation séculière, sans but lucratif, regroupant des hommes et des femmes d'horizons divers qui œuvrent pour que la paix et la justice renaissent au Moyen-Orient. Elle a pour vocation de responsabiliser les personnes d'influence à traiter les protagonistes avec équité et à favoriser l'essor durable et équilibré de la région.*

La source originale de cet article est [Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient \(CJPMO\)](#)

Copyright © [CJPMO](#), [Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient \(CJPMO\)](#), 2011

---

Articles Par : [CJPMO](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)